



Ottawa, Canada

Le Canada continuera d'oeuvrer activement au sein du Commonwealth . . . . 1

Les Hollandais disent merci avec des tulipes aux Canadiens . . . . . 3

Contribution de l'ACDI pour la diffusion de la technologie en Asie . . . . . 3

L'emploi des nouveaux diplômés . . . . 3

Convention fiscale entre le Canada et les États-Unis . . . . . 3

Extension du programme Anik-B . . . . 4

Hausse des ventes à l'étranger de réfrigérateurs canadiens . . . . . 4

L'ORF, ou l'avantage d'une approche multidisciplinaire en recherche . . . . . 4

Au-delà de la terre des Inuit, Alert . . . 5

Quand des assureurs deviennent marchands de graines à grignoter . . . . . 6

Qui a peur du grand méchant ours? . . 6

Service d'Air Canada pour les sourds . . 6

Bientôt sur le marché un taxi canadien nouveau genre . . . . . 6

La chronique des arts . . . . . 7

Nouvelles brèves . . . . . 8

## Le Canada continuera d'oeuvrer activement au sein du Commonwealth

*Le Commonwealth peut continuer de jouer un rôle clé dans l'élimination des obstacles à la justice et au progrès dans le monde, et le Canada continuera d'utiliser cette institution pour faire progresser le dialogue Nord-Sud. C'est ce qu'a affirmé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, dans une allocution prononcée le 9 octobre à Toronto devant la Société royale du Commonwealth. Voici des extraits de cette allocution intitulée Le Commonwealth et le développement mondial.*

... Sous un certain nombre d'aspects, le Commonwealth dispose de nombreux atouts pour faire évoluer les relations Nord-Sud, même s'il se compose lui-même de nations appartenant tant au monde développé qu'en développement. D'ailleurs, il sert de pont entre les deux groupes de nations en favorisant la compréhension des interdépendances et intérêts entre membres du Commonwealth, ce en quoi il reflète encore une fois l'interdépendance croissante de la communauté mondiale.

Le Commonwealth est également un mécanisme privilégié de consultations officieuses, franches et intimes de haut niveau, qui permet d'éviter la rhétorique ou la polémique observées au sein de certaines autres instances internationales. Mais, fait plus important, il n'est pas obligatoirement dominé par des attitudes ou

des stratégies de bloc, souvent sources d'une rigidité qui nuit à la solution internationale des problèmes.

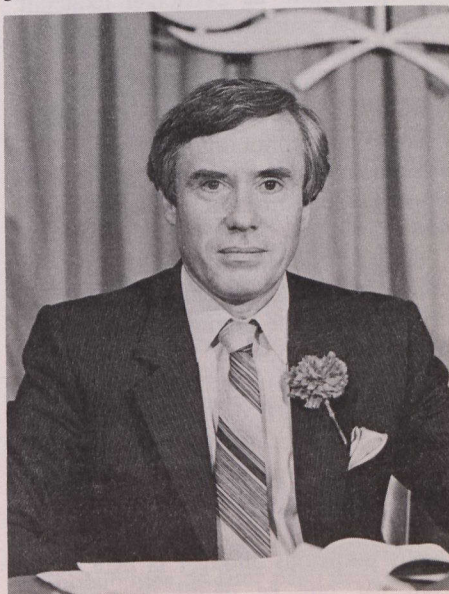
Il peut également faciliter une meilleure compréhension mutuelle des perceptions et une atténuation des positions extrêmes, suscitant ainsi des approches plus équilibrées et pragmatiques de la solution des problèmes.

On retrouve d'ailleurs une description fort pertinente de sa fonction dans le rapport du secrétaire général pour 1979: "Le Commonwealth ne peut négocier pour le monde, mais il peut aider le monde à négocier."

### Intérêt particulier du Canada

En temps que nation développée, le Canada est tout particulièrement intéressé, de par son cheminement historique, à faire progresser le dialogue Nord-Sud...

Notre politique a bien évolué depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans la période de l'après-guerre, le Canada réservait presque exclusivement son aide bilatérale au développement des pays du Commonwealth, c'est-à-dire aux pays du Plan de Colombo et plus tard aux nouveaux pays africains et antillais membres du Commonwealth. En 1961, nous avons mis sur pied un programme d'aide à l'Afrique francophone. C'est alors que le Canada a conclu ses premiers accords d'aide bilatérale au développement de pays non membres du Commonwealth. Pendant près de 20 ans, ce programme n'a cessé de croître pour atteindre aujourd'hui un niveau où notre aide aux pays francophones d'Afrique se compare sensiblement à celle que nous octroyons à l'Afrique du Commonwealth. En 1979, son niveau était de quelque \$140 millions. Par la suite, nous



M. Mark MacGuigan

Photo des Nations Unies, Saw Lwin

### C'était ce jour...

Le 29 octobre 1964 décédait Henry Asbjorn Larsen, célèbre explorateur de l'Arctique et surintendant à la retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Larsen était capitaine du *St. Roch* lorsque ce vaisseau devint le premier à franchir le passage du Nord-Ouest, d'ouest en est.



avons étendu nos efforts à de nombreux pays latino-américains et à d'autres nations, l'Indonésie et l'Égypte, par exemple, qui n'appartiennent ni au Commonwealth ni à la Francophonie.

Depuis quelques années, les pays du Commonwealth reçoivent une part moins importante de l'aide canadienne, mais le niveau global de l'aide fournie a plus que compensé cette réduction. En 1979, le Canada a fourni aux pays du Commonwealth une aide bilatérale au développement (y compris l'aide alimentaire) d'une valeur globale de plus de \$236 millions, soit 36 p. cent de toute son aide publique au développement.

Outre l'aide bilatérale, les organismes multilatéraux du Commonwealth ont reçu quelque \$10,4 millions en 1979. La plus grande partie de cette aide est allée au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, mais des crédits sont également allés au Programme de bourses du Commonwealth pour le Zimbabwe, au Service juridique consultatif du Commonwealth, à la Fondation du Commonwealth et au Programme du Commonwealth pour la jeunesse.

Ces dernières semaines, le gouvernement du Canada s'est efforcé d'accroître les crédits qu'il affectera à l'aide au développement. Comme vous le savez, la part de notre produit national brut consacrée à l'aide était à la baisse depuis 1978. Cette tendance est maintenant renversée, et nous entendons atteindre l'objectif de 0,5 p. cent du PNB au titre de l'aide au développement d'ici 1985, et porter ce chiffre à 0,7 p. cent d'ici la fin de la décennie, ce qui entraînera évidemment des avantages accrus pour les pays du Commonwealth.

Nous savons bien que la hausse du niveau de l'aide au développement du Tiers-Monde n'est pas acceptée par tous les Canadiens. A l'instar de la plupart des pays développés, nous connaissons actuellement un certain nombre de difficultés politiques et économiques à court terme. Trop de gens en sont venus à voir le développement international comme une oeuvre de charité plutôt que de reconnaître l'interdépendance de la société des nations. Trop d'entre nous ont ignoré le fait qu'il ne peut y avoir de stabilité et de sécurité réelles dans un monde où tant de nations restent si vulnérables à l'incertitude économique et incapables de satisfaire les aspirations de développement de leurs populations...

Mais certains des pays en développe-

ment eux-mêmes peuvent régler quelques-uns de ces problèmes. Il est difficile d'obtenir l'appui des populations des pays développés en faveur d'un accroissement de l'aide alors que certains pays en développement ont jusqu'à maintenant négligé de se doter de structures et de programmes visant une meilleure justice sociale lorsque le moment viendra de répartir les avantages de l'aide internationale.

### Rôle clé pour le Commonwealth

Mais dans la réalisation de ces deux grands objectifs — meilleure sensibilisation du public à la nécessité d'accroître l'aide et obtention d'une justice sociale plus grande dans les pays en développement —, le Commonwealth peut jouer un rôle institutionnel clé, rôle que les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth ont reconnu depuis quelques années. Par exemple, la réunion de 1979 des chefs de gouvernement a donné lieu à des déclarations tout à fait explicites sur la validité de ces objectifs, ainsi que sur les objectifs globaux nécessaires à l'instauration d'un ordre économique plus juste. Fait particulièrement intéressant, nombre des points d'entente à cette réunion se retrouvent dans le rapport de la commission Brandt. Certains des faits saillants de la réunion du Commonwealth de 1979 nous sont déjà bien connus. Par exemple:

- la reconnaissance du fait que la persistance du phénomène de la pauvreté généralisée a mieux fait sentir la nécessité urgente d'un ordre économique plus rationnel et équitable;
- un déploiement efficace des ressources mondiales donnant à tous les pays la même possibilité de participer exigerait l'acceptation générale des aménagements de structure nécessaires ainsi que l'adoption de politiques pour effectuer ces changements et améliorer les possibilités de croissance économique globale, de ralentissement de l'inflation et de rationalisation des ressources humaines et matérielles;

- l'urgence de mieux sensibiliser le public à la nécessité de changements chez les membres d'une communauté internationale interdépendante;

- la nécessité pour les pays développés du Commonwealth de reconnaître l'importance d'un accroissement et d'une stabilisation des niveaux de l'aide, des crédits et des investissements dans les pays en développement.

Nous pourrions allonger la liste. Mais le fait est que ce début de prise de

conscience des nouvelles politiques et structures économiques qui peuvent permettre un partage plus équitable des ressources de la planète est reconnu depuis quelque temps déjà par cette institution qu'est le Commonwealth. Le Canada, pour sa part, continuera à utiliser le Commonwealth, ainsi que les organismes des Nations Unies et d'autres instances internationales appropriées, comme un mécanisme lui permettant de réaliser ces objectifs...

### Initiatives du Canada

J'ai affirmé que le Canada continuerait de recourir au système des Nations Unies et espéré que d'autres nations suivront son exemple. Mais nous envisagerons également d'autres mécanismes en vue d'obtenir un consensus sur des approches utiles. Par exemple, à cette Session extraordinaire de l'ONU, j'ai annoncé que notre gouvernement avait l'intention de créer un Secrétariat de la prospective relevant de l'Agence canadienne de développement international et ayant pour mandat d'entreprendre et d'appuyer au Canada des activités destinées à informer la population et à la sensibiliser à l'importance d'une meilleure compréhension des problèmes du développement international. Le Secrétariat sera surtout appuyé par le gouvernement, mais nous espérons qu'il recevra également la collaboration du monde des affaires, de la communauté universitaire, des organismes professionnels et des associations de bénévoles, dont la coopération lui sera essentielle.

De plus, nous entendons soutenir activement d'autres initiatives visant à renforcer le dialogue Nord-Sud. Le rapport de la commission Brandt proposait la convocation d'un mini-sommet des pays développés et en développement pour concentrer l'attention sur les besoins les plus pressants, initiative à laquelle nous nous associerons pleinement. Nous entendons également oeuvrer pour que les questions Nord-Sud reçoivent une haute priorité à l'ordre du jour du prochain sommet des chefs de gouvernement des grandes nations industrialisées qui se tiendra au Canada en 1981.

Enfin, à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui se tiendra à Canberra (Australie) l'an prochain, nous ferons de notre mieux pour que ces questions soient au coeur des débats, étant donné, notamment, la présence des dirigeants de pays tant développés qu'en développement...



## Les Hollandais disent merci avec des tulipes aux Canadiens

Pour remercier les anciens combattants canadiens qui ont participé à la libération de leur pays, les Hollandais enverront, en cette année marquant le trente-cinquième anniversaire de la libération, 1,5 millions de bulbes de tulipes oranges et rouges, couleurs de la maison d'Orange des Pays-Bas.



Chaque année, les parcs d'Ottawa s'embellissent de tulipes offertes par la Hollande. Cette année, d'autres villes canadiennes profiteront de la générosité des Hollandais qui enverront des milliers de bulbes de tulipes au Canada, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la libération de leur pays.

Chacun des 14 000 colis de 50 bulbes adressés individuellement contient un certificat portant l'inscription suivante: *La gratitude est une expression du coeur*, ainsi qu'une lettre écrite par un écolier, un particulier, une famille ou un homme d'affaires de Hollande, en témoignage de gratitude et d'affection envers les "libérateurs canadiens".

En plus des 14 000 anciens combattants et dépendants qui recevront ces cadeaux, les gouvernements municipaux de près de 480 villes et villages recevront des colis contenant un minimum de 1 000 bulbes, sur une base de "peuple à peuple, de ville à ville".

En vertu d'une entente entre les gouvernements canadien et hollandais, les bulbes ont été inspectés en Hollande pour faciliter la distribution des colis

après leur arrivée au Canada.

Outre la grande quantité de bulbes de tulipes envoyée annuellement par la reine des Pays-Bas à Ottawa, cette ville recevra du comité "Merci Canada", 5 000 bulbes. Chacune des capitales provinciales et principales villes du pays recevra aussi des paquets de bulbes. Toronto, par exemple recevra 14 000 bulbes, Québec, 9 000, Victoria, Edmonton et Winnipeg, 7 000, St-Jean (T.-N.), 6 000, Regina, 5 000, Halifax, 4 000, Fredericton, 3 000, Charlottetown, 2 000, Montréal, 8 000, tandis que certaines villes de moindre importance, telles que Shawinigan ou Iroquois Falls, auront 2 000 bulbes.

Les bulbes "Merci Canada" que recevra Ottawa sont un envoi des habitants de Gravenhague et Van Leer.

C'est la première fois qu'une expression de gratitude personnelle des habitants d'un pays à ceux d'un autre prend une aussi grande envergure.

Tiré d'un article de Darquise Timmerman publié dans *Le Droit* du 22 septembre.

## Contribution de l'ACDI pour la diffusion de la technologie en Asie

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a conclu une entente avec Technonet-Asia, société internationale fournissant des conseils techniques aux petites industries du Sud-Est asiatique.

L'entente, la première du genre signée par l'ACDI, porte sur une subvention répartie sur trois ans et pouvant atteindre \$973 833.

Les fonds proviendront de la direction de la Coopération industrielle de l'ACDI, dont le rôle est d'encourager le développement des entreprises et le transfert de technologie aux pays en développement, en visant à renforcer les liens commerciaux avec les industries de ces pays.

Technonet-Asia a été établie en 1973 par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) afin de fournir des conseils techniques adaptés au niveau de développement des industries en croissance du Sud-Est asiatique, et de former du personnel pouvant vulgariser les connaissances industrielles. Son siège est à Singapour.

La contribution de l'ACDI permettra à Technonet de faire connaître aux petites entreprises de ses pays membres les diverses possibilités de tirer parti de la technologie canadienne.

## L'emploi des nouveaux diplômés

Le nouveau programme d'emploi pour les innovations technologiques est entré en vigueur le 22 septembre.

Ce programme s'adresse aux chefs de petites et moyennes entreprises oeuvrant dans les domaines scientifique et technique. Il accorde des subventions pouvant atteindre 75 p. cent du salaire de chaque employé admissible, jusqu'à concurrence de \$290 par semaine, pendant une période maximale de 12 mois.

Son objectif est de créer des emplois supplémentaires à l'intention des personnes qui arrivent sur le marché du travail et qui, après avoir fait des études supérieures dans des domaines scientifiques ou techniques, ne peuvent trouver du travail dans leur discipline. Il a été également conçu pour inciter les employeurs à proposer des initiatives visant la recherche et le développement, la conservation de l'énergie et les nouvelles sources d'énergie.

Dans le cadre du Programme, sont admissibles à présenter des projets: les entreprises du secteur privé qui emploient normalement moins de 300 personnes; les instituts de recherche; les sociétés de la Couronne à but non lucratif; les universités et les collèges communautaires; les particuliers propriétaires d'une entreprise ou partenaires dans une société, de même que les associations et les organisations communautaires.

## Convention fiscale entre le Canada et les États-Unis

Le vice-premier ministre et ministre des Finances, M. Allan J. MacEachen, et le secrétaire américain au Trésor, M. G. William Miller, ont signé le 26 septembre à Washington, une Convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

La Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront généralement applicables:

- pour l'impôt retenu à la source, à l'égard des montants payés ou portés au crédit à partir du premier jour du second mois qui suit la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur;
- pour les autres impôts, à l'égard de toute année d'imposition commençant à partir du 1er janvier de l'année qui suit la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur.



## Extension du programme Anik-B

Le gouvernement canadien a autorisé le prolongement, pour une période de 19 mois, du programme *Anik-B*, et il a affecté \$5,4 millions à cette fin, a annoncé le ministre des Communications, M. Francis Fox.

L'utilisation d'*Anik-B* avait pour objet la poursuite des nombreuses expériences amorcées par le truchement d'*Hermès*, satellite technologique canado-américain de télécommunication, conçu et fabriqué par l'industrie canadienne.

La reconduction du programme *Anik-B*, qui devait se terminer en février 1981, permettra d'en augmenter l'envergure et de procéder à des expériences en télécommunications d'affaires, téléenseignement, services sanitaires, télécommunications intéressant les autochtones et techniques de radiotélédiffusion.

La participation des provinces à cette nouvelle phase du Programme sera accrue, a précisé M. Fox; elles prendront part au choix des projets-pilotes et elles assureront elles-mêmes la direction de certains d'entre eux.

## Hausse des ventes à l'étranger de réfrigérateurs canadiens

La compagnie Réfrigérateurs Foster du Canada Ltée, située dans le parc industriel de Drummondville, au Québec, construit depuis 1961 du matériel de réfrigération, des réfrigérateurs-chambres, des armoires frigorifiques et des chambres froides.

Les produits Foster sont isolés à la mousse d'uréthane. Grâce à un procédé perfectionné, la mousse est injectée entre les parois d'aluminium ou d'acier inoxydable. On obtient ainsi des appareils légers et fort bien isolés.

La Compagnie exporte ses produits dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et en Amérique centrale.

"Récemment, nous avons vendu une cuisine-entrepôt entièrement équipée à un grand hôtel de Panama", déclare M. Alain Boyer, directeur du service de la publicité et des ventes.

Le programme de recherche et de développement de la Compagnie a mis au point une nouvelle génération d'appareils d'entreposage frigorifique ayant jusqu'à 9,6 mètres de hauteur et une surface pratiquement illimitée. M. Boyer estime

## L'ORF, ou l'avantage d'une approche multidisciplinaire en recherche

Membre de la Ontario Research Foundation (ORF), à Toronto, M. Bob White a reçu une formation d'ingénieur en aéronautique, mais ses fonctions actuelles l'appellent à se rendre fréquemment à la morgue où il étudie le jeu des articulations de l'épaule, du coude, du poignet et des doigts en vue de mettre au point des dispositifs mécaniques qui accompliront les mêmes mouvements.

Pour pouvoir concevoir et perfectionner des prothèses des membres supérieurs — beaucoup plus rares que les prothèses des membres inférieurs — M. White a mis son expérience d'ingénieur au service des disciplines médicale et chirurgicale.

Cela est chose facile à la fondation ORF où le travail d'équipe, la collaboration technique et le mariage de plusieurs disciplines sont monnaie courante.

### Implantation d'une prothèse

Cette approche multidisciplinaire a simplifié l'initiation de M. White à l'anatomie et à la physiologie. Le docteur Ted English, de l'Hôpital Sunnybrook, à

Toronto, a fourni l'expertise médicale et assuré la liaison, ce qui a permis, six mois après le début du programme, d'implanter pour la première fois une épaule sur une personne. Sept ans plus tard, la prothèse fonctionne tout à fait bien.

Lorsqu'arriva la commande d'épaule artificielle, M. White procédait déjà depuis quelque temps à des travaux d'essai et de perfectionnement. En collaboration avec un chimiste, il avait élaboré une formule d'enduit à briquettes; avec un mathématicien, il avait conçu un organe de transmission d'aéroglesseur; avec d'autres ingénieurs, il avait testé la résistance de plaques de marbre à une chaleur intense. C'est alors qu'il s'est attaqué à l'épaule. Très vite, il s'est rendu compte de la nécessité de faire appel à un certain nombre de disciplines et surtout d'obtenir l'accès au milieu clinique et à l'expertise médicale.

"Il a fallu étudier le modelage du plastique", dit M. White, "et voir avec les métallurgistes comment marier cette matière au métal indispensable à l'implantation de la prothèse dont il fallait étudier les diverses possibilités. Après un certain temps, nous avons décidé de renoncer aux procédés trop compliqués et nous avons convenu de laisser au chirurgien le soin de trouver la façon la plus adéquate d'implanter l'épaule sur la personne".

Le directeur des communications de l'ORF, M. Tom Kingry, déclare que "le gros avantage des activités de recherche et de développement entreprises sous contrat à l'ORF est qu'elles permettent à notre équipe de régler, sans délai, les problèmes que pose le recours à diverses disciplines."

"Prenons l'exemple de M. White: aucune société n'aurait entrepris de construire une prothèse d'un membre supérieur car il n'y avait pas de marché pour ce produit. Aujourd'hui, l'idée de remplacer un membre supérieur par une prothèse fait son chemin: nous avons maintenant le produit et nous pouvons chercher des sociétés intéressées.

"Nous entreprenons des recherches et nous appuyons les travaux en cours. Dans un certain nombre de cas où la recherche et le développement ne seraient pas normalement entrepris, faute de marchés établis qui les justifient, nous avons réussi nous-mêmes à créer le produit."

Extrait de l'*Ontario Business News*.



Un employé des Réfrigérateurs Foster injecte de la mousse d'uréthane entre des parois. Cette mousse isole tous les appareils de réfrigération Foster.

que les perspectives commerciales de ces appareils sont très prometteuses.

Encouragée par la hausse de ses ventes à l'exportation, la Compagnie a récemment agrandi ses locaux.



## La chronique des arts

**Au-delà de la terre des Inuit, Alert**

Les origines de la station d'Alert remontent à 1950, année où le ministère des Transports du Canada et le Service de météorologie des États-Unis décidaient d'établir, à l'extrémité nord de l'île Ellesmere, une station météorologique commune. Au début, parce qu'il n'existait encore aucune piste d'atterrissage, tous les vivres et le matériel courant étaient parachutés par des équipages de l'Aviation royale du Canada (ARC)...

En 1956, dans le but de faire des recherches dans le domaine des communications, l'ARC décida d'installer un poste à Alert, tout près du campement canado-américain. Deux ans plus tard, l'Armée prenait la relève et apportait des changements majeurs aux installations désuètes de la station.

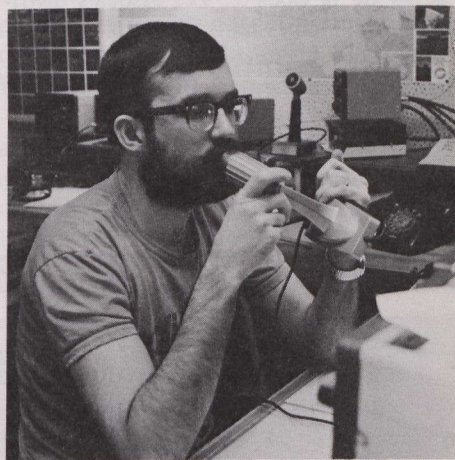
**Alert aujourd'hui**

Depuis ce temps, Alert n'a cessé de prendre de l'expansion; elle est dotée de tous les services d'une société moderne. Les militaires disposent tous de chambres individuelles dans des résidences qui feraient l'envie de plusieurs personnes habituées au confort du Sud. Chacune des trois résidences, construites au cours des cinq dernières années, comprend cuisinettes, salons, machines à laver, etc...

Les conditions de travail sont également excellentes. Un nouveau centre des opérations des mieux équipés vient d'ouvrir ses portes, après l'usine de filtration, les deux centrales électriques et la section de transport.

Côté loisirs, les "pensionnaires" d'Alert ont de quoi occuper leurs temps libres. Grâce à un système de vidéo-cassettes, des émissions de télévision canadiennes et américaines sont retransmises à raison de huit heures par jour. En outre, des films sont présentés tous les soirs dans chacun des trois mess. Le courrier et une sélection de quelque 120 journaux et magazines différents sont livrés chaque semaine par l'appareil *Hercules* qui assure la liaison entre Alert et la Base de Trenton. La station est également pourvue d'un poste de radio FM qui, 24 heures sur 24, diffuse de la musique puisée à même une discothèque comptant plus de 4 800 disques microsillons et environ 13 000 quarante-cinq tours.

Un poste de radio amateur offre la possibilité aux militaires de communiquer avec les membres de leurs familles presque tous les jours, à condition toutefois



*Un des responsables du poste de radio amateur, le caporal Bill McBride.*



*La pêche fait partie des loisirs.*

Photos caporal chef Danny Bryantovich

qu'un sans-filiste situé près de l'endroit où ils désirent loger leur appel accepte d'établir la liaison téléphonique.

Pour les adeptes du sport, la station d'Alert dispose de nombreuses installations: salle de poids et haltères, gymnase, clubs de curling et de quilles et autres...

**Une question d'acclimatation**

Le militaire qui en est à sa première affectation à Alert doit faire l'apprentissage d'un tout nouveau système de valeurs. Il doit d'abord faire abstraction du monde extérieur, duquel il sera irrémédiablement retranché pendant six mois. Il doit ensuite apprendre à vivre en groupe et à ne se soucier que du bon fonctionnement de la station.

A noter que la température, en hiver, descend fréquemment en dessous de -50°C et la période d'obscurité complète dure du 12 octobre au 3 mars. (La clarté complète s'étend du 8 avril au 5 septembre.)

**Organisation matérielle**

A cause d'abord de son isolement et ensuite des conditions climatiques assez exceptionnelles, la station d'Alert présente des caractéristiques très particulières. Ainsi, l'électricité est fournie par cinq génératrices alimentées au diesel. Celles-ci sont réparties dans deux bâtiments distincts afin d'éviter une interruption complète du courant électrique en cas d'incendie dans une des deux centrales. Ces génératrices qui peuvent fournir jusqu'à 1 000 kw/h, consomment plus de la moitié des stocks de carburant de la station.



*Vue aérienne de la station d'Alert, située à moins de 900 kilomètres du pôle Nord.*

*(suite à la page 8)*



## Quand des assureurs deviennent marchands de graines à grignoter

Deux hommes d'action enthousiastes de Winnipeg ont décidé, il y a quatre ans, d'abandonner leur carrière d'assureurs pour acheter une société dans un secteur d'activités qu'ils ne connaissaient pas du tout: le rôtiage, l'emballage et la commercialisation de graines à grignoter telles que les graines de tournesol.

MM. Harvey Cogan et Dave Chochinov sont associés à part égale: "Nous avons joué à pile ou face pour déterminer nos titres respectifs", a révélé M. Chochinov. Ce dernier est vice-président et son associé président.

Au moment de l'achat, la Tasty Seeds était une société rentable mais dont les perspectives étaient restreintes par la capacité insuffisante de production de ce qu'étaient alors les lieux de production de la Société. En quatre ans, les deux associés ont doublé leur chiffre d'affaires et ont hissé la Tasty Seeds au premier rang des vendeurs de graines de tournesol du Manitoba (sous la marque de commerce *Favorite*).

La Société est, à présent, installée dans

de nouveaux locaux plus grands et plus modernes.

Tasty Seeds produit environ un million de livres de graines de tournesol salées et rôties par année. La Société s'approvisionne auprès de producteurs manitobains. Elle conditionne également environ 70 000 livres de graines de citrouille par année, qu'elle importe du Mexique.

Les associés ont pour objectif de doubler encore une fois leur chiffre d'affaires au cours des quatre prochaines années, de mettre en marché de nouveaux produits et d'accroître leur part du marché dans les autres provinces de l'Ouest et peut-être ailleurs au Canada, là où leurs concurrents dominent actuellement le marché.

A l'heure actuelle, la Tasty Seeds emploie 14 personnes, y compris les cadres de la Société. Les associés distribuent eux-mêmes leurs produits au Manitoba mais ils sont représentés par un courtier en alimentation dans les autres provinces de l'Ouest.

(Tiré d'un article de Richard Purser, rédacteur des pages financières du *Winnipeg Tribune*).

## Service d'Air Canada pour les sourds

La société Air Canada est devenue la première compagnie aérienne du Canada à se doter d'un dispositif spécial permettant d'établir un dialogue avec les personnes atteintes de surdité ou souffrant de troubles d'élocution.

Il s'agit d'un téléscripateur électronique portatif qui, relié par téléphone à une autre unité du même genre, permet de transmettre et de recevoir des messages. Ceux-ci apparaissent, de part et d'autre de la ligne, sur un écran situé au-dessus du clavier de chacune des deux petites machines.

Pour l'instant, le dispositif fonctionne à titre expérimental seulement aux services de réservation d'Air Canada à Montréal et Regina (Saskatchewan).

Les handicapés de l'ouïe et de la parole qui possèdent un mécanisme similaire peuvent donc communiquer maintenant avec Air Canada par l'entremise d'un numéro de téléphone spécial et obtenir tous les renseignements qu'ils désirent au sujet des vols, tarifs et réservations qu'ils veulent faire.

## Qui a peur du grand méchant ours?

Les employés de l'hôpital de Churchill (Manitoba), craignant une attaque des ours polaires transhumants, ont fait inclure dans leur contrat de travail une clause appelée avec humour "les griffes de l'ours polaire". Leur métier pose en effet des risques assez insolites.

Chaque automne, des centaines d'ours polaires migrent vers l'Arctique en passant par Churchill et la vaste étendue de glace que devient la baie d'Hudson au début de la saison froide.

Bien que l'on n'ait rapporté aucun accident mortel ou blessures graves au cours des cinq dernières années, un porte-parole de Parcs Canada, M. Paul Ratson, confie que ces mammifères imposants rôdent dans Churchill au moment de la transhumance, pénètrent parfois dans les maisons et terrorisent les habitants.

L'an dernier, on a dénombré 217 ours dans la ville; c'est pourquoi les employés de l'hôpital, soucieux d'éviter toute rencontre fortuite avec ces touristes encombrants, ont obtenu de leur employeur qu'il assure leur transport gratuitement jusqu'à leur domicile après le service de nuit.

## Bientôt sur le marché un taxi canadien nouveau genre



Le prototype d'un véhicule mis au point par une firme de design industriel de Montréal a soulevé un très vif intérêt lors de sa présentation le mois dernier. Le "taxi GSM", mis au point par Guillon, Smith, Marquart, coûterait environ \$15 000 mais durerait longtemps. Doté d'un moteur six cylindres de General Motors, il peut parcourir entre 22 et 27 kilomètres environ avec 4,5 litres d'essence, en ville, et entre 28 et 38 kilomètres sur la route. La partie supérieure du taxi GSM est faite de polyester renforcé de fibre de verre. Le bas est entouré de parechocs en plastique uréthane, matière qui résiste aux chocs légers et à la rouille. Une compagnie de taxi new-yorkaise, la Nouvelle Ligue des propriétaires de taxis de Montréal et la Ligue des taxis du Québec ont manifesté un vif intérêt pour ce taxi nouveau genre.







## Au-delà de la terre... (suite de la p. 5)

Le chauffage est assuré indépendamment par des générateurs d'air chaud. Par mesure de précaution, chaque bâtiment est équipé d'au moins deux générateurs; si l'un tombe en panne, l'autre peut aussitôt prendre la relève.

La consommation quotidienne d'eau de la station est d'environ 72 000 litres. Cette eau est d'abord pompée du lac Dumbell, situé à environ deux kilomètres de la station, puis chauffée à 15°C avant d'être dirigée jusqu'à l'usine de filtration dans un long pipeline recouvert, entre autres, d'un ruban électrique chauffant. "Ce ruban est indispensable, selon le caporal-chef Al Comeau, un des responsables de l'usine de filtration. Jadis, le pipeline n'était recouvert que d'une matière isolante. C'était insuffisant et, en 1977, il a gelé d'un bout à l'autre. Il a alors fallu en installer un autre. Pendant plus de trois mois, l'eau a été transportée jusqu'à la station à l'aide d'un camion-citerne."

À l'usine de filtration, l'eau est déversée dans deux immenses réservoirs de 225 000 litres et distribuée à travers toute la station, après avoir une fois de plus été chauffée. Cette eau est d'une grande pureté et l'on n'y ajoute qu'une faible quantité de chlore.

Le transport à Alert est assuré par quelque 48 véhicules de tous genres, dont plusieurs à chenilles...

Les soins médicaux sont fournis par deux infirmiers auxiliaires. Bien sûr, ceux-ci ne peuvent traiter que les cas mineurs. Les militaires qui ont besoin de soins plus importants ou qui doivent être opérés sont évacués par avion...

Tout le réapprovisionnement de la station est fait par avion. Les pièces d'équipement dont on a un besoin urgent et les vivres périssables sont livrés lors des

---

*Hebdo Canada* est publié par la Direction des programmes d'information à l'étranger, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Prisca Nicolas.

*This publication is also available in English under the title Canada Weekly.*

*Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.*

*Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.*

vols hebdomadaires. Tout le reste du matériel, dont le carburant, est transporté par bateau jusqu'à Thulé et livré ensuite à Alert par trois appareils *Hercules* qui font la navette sans arrêt jusqu'à ce que l'opération, connue sous le nom de *BOX-TOP*, soit terminée...

### Un monde à part

Sous le regard craintif de quelques lièvres, renards et loups de l'Arctique, 200 militaires assurent inlassablement le bon fonctionnement de la Station d'Alert, élément important du réseau de communications des Forces canadiennes. À l'exception de cinq employés du ministère de l'Environnement dont les installations sont situées à quelques centaines de mètres de la station, et de quatre Inuit qui font fonction d'aides-cuisiniers, les militaires canadiens sont les seuls à occuper cette région limitrophe du pays. La communauté Inuit la plus près est Grise Fiord, à quelque 750 km au sud, d'où l'origine de la devise d'Alert: "Au-delà de la terre des Inuit"...

Extrait d'un article du capitaine Gerald Baril, publié dans le magazine *Sentinelles*.

---

### Nouvelles brèves

Le gouvernement a mis en place un programme d'aide aux anciens athlètes olympiques visant à les encourager dans la poursuite de leurs études ou dans la recherche d'un emploi. En vertu du Programme, les athlètes qui ont pris leur retraite et qui désirent poursuivre leurs études dans une université ou un institut de formation, auront droit à une bourse couvrant leurs frais de scolarité et leur accordant \$200 par mois d'étude pendant les 12 prochains mois. Ceux qui cherchent un emploi auront droit à une bourse de \$600, tandis que ceux qui en ont déjà un recevront \$300. Le gouvernement entend ainsi remercier les athlètes canadiens d'avoir soutenu le boycottage des Jeux de Moscou.

Douze poètes belges et québécois ont participé, les 6 et 7 octobre, à Montréal, à un colloque organisé par l'Union des écrivains québécois sur le thème: *Culture et littérature: perspectives*.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a annoncé la formation d'un groupe de travail sur les pratiques et les procédures d'immigration. Ce groupe aura la tâche d'indiquer au ministre dans quelle mesure les objectifs de la Loi sur

l'immigration (1976) sont atteints par l'intermédiaire des procédures, des pratiques et du Règlement actuellement en vigueur.

Le gouvernement du Québec aidera à financer certains travaux d'édition musicale par l'intermédiaire du programme d'aide à l'édition musicale, créé dernièrement au sein du service de la musique du ministère des Affaires culturelles. Seront admissibles les productions entièrement québécoises touchant la musique de concert, le matériel didactique et la musique légère.

L'agrandissement du port de Montréal dans les cinq années à venir fait l'objet d'un projet annoncé le 10 octobre par le ministre d'État québécois à l'aménagement. La réalisation du Projet permettra au port de mieux répondre à la demande: l'on a dû refuser un million de tonnes en vrac solide en 1979 et deux millions cette année, par manque d'espace et d'équipement.

Le Conseil d'administration de Bell Canada a approuvé le dépôt d'un prospectus visant l'émission de \$200 millions de débetures aux États-Unis. Les débetures, de la série DJ, sont datées du 14 octobre 1980, et viendront à échéance le 15 octobre 2010. Elles sont offertes au pair, à un taux d'intérêt de 13<sup>3</sup>/<sub>8</sub> p. cent. L'émission est confiée à un groupe de courtiers en valeurs mobilières dirigé par Salomon Brothers, Merrill Lynch White Weld Capital Markets Group, A.E. Ames & Co. Inc. et Wood Gundy, Inc.

Canada: les débuts héroïques est un ouvrage de l'historien Donald Creighton publié aux éditions des Quinze. Le livre est richement illustré de croquis, de peintures, de cartes et de photographies des personnes, des lieux et des événements qui ont façonné le Canada, 254 pages, \$12,95.

La création d'un nouveau centre de recherches en biologie marine a été annoncée par le ministre des Pêches et des Océans. Le Centre, qui relèvera du ministère des Pêches, sera installé à l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick.

La compagnie Bombardier Limitée, filiale de Bombardier Inc. de Montréal, a acheté une société de Calgary. Fondée il y a quatre ans, Terra-Flex fabrique et distribue des véhicules industriels à chenilles et sur roues employés surtout dans les industries reliées à l'exploration et à l'exploitation des ressources énergétiques, notamment pour les relevés géographiques, le transport de l'équipement de forage, etc.